

Un cadre de responsabilisation pour le Forum Génération Égalité

Rapport des consultations avec les parties prenantes
14 octobre 2021

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	2
Principes et priorités	3
Éléments d'un cadre de responsabilisation	5
Rôles et responsabilités, obstacles et catalyseurs	13
Recommandations	14
Annexe 1 : Rôles, responsabilités, obstacles et catalyseurs pour les différentes parties prenantes	19

Résumé

En septembre 2021, ONU Femmes a tenu 13 consultations dans le cadre d'un travail d'écoute avec différentes parties prenantes relatif au processus du Forum Génération Égalité, incluant des gouvernements (3), la société civile (3), la jeunesse (2), des organisations internationales (2), des fondations (1), le secteur privé (1) et les filles adolescentes (1). Le but de ces consultations était de créer l'occasion pour les leaders de chaque secteur de partager leurs points de vue sur les priorités du cadre de responsabilisation ; de fournir des commentaires sur les éléments ; de mettre en avant les rôles et les responsabilités des parties prenantes ; et d'accroître notre compréhension des obstacles et des catalyseurs de la responsabilisation. Les programmes de consultation des fondations, de la société civile, des jeunes et des adolescentes ont été activement coconçus avec des représentants de chaque groupe, bien que les éléments clés de la discussion soient restés similaires.

Nous avons mené ces consultations en tant que dialogues sectoriels en réponse au besoin exprimé par les partenaires de veiller à ce que toutes les voix soient entendues dans le processus. Nous voulions également encourager un espace pour l'examen par les pairs de facteurs spécifiques influençant leur rôle dans la responsabilisation, tels que les obstacles ou les contraintes auxquels les gouvernements et les organisations internationales sont confrontés, ou les conditions favorables propres au secteur privé ou aux jeunes.

Les consultations constituent une étape initiale dans la conception du cadre du Forum Génération Égalité. Au cours des prochains mois, nous organiserons des consultations multipartites supplémentaires pour concevoir et rechercher un accord sur les méthodologies et les outils permettant d'assurer la responsabilisation des engagements, les progrès vers les cibles des plans directeurs, ainsi que le processus et la collecte d'histoires de changement.

Tout au long des consultations, il y a eu certains domaines clés d'entente :

- La responsabilisation est essentielle pour maintenir et tirer parti de l'élan du Forum Génération Égalité ; démontrer que ce modèle de collaboration multisectorielle et d'action collective peut accélérer les progrès vers l'égalité des sexes ; et veiller à apporter des changements tangibles dans la vie des femmes, des filles et des personnes de genres divers.
- Le cadre doit être simple, accessible, compréhensible et clair, mais il doit également être suffisamment nuancé pour pouvoir démontrer que notre travail conduit au changement ou identifier où nous sommes confrontés à des obstacles ou à des défis.
- Il doit éviter la duplication des mécanismes de rapport ou de responsabilisation existants et viser à démontrer l'impact du travail du Forum Génération Égalité, plutôt que d'essayer d'être trop large ou de couvrir trop de choses. Dans la mesure où il existe d'autres mécanismes/organisations qui rendent compte de certaines choses (comme les flux de financement), nous devons collaborer et les financer pour intégrer un suivi sur l'impact spécifique du Forum Génération Égalité.
- Le cadre doit être axé sur l'apprentissage. Il doit inclure plus que de simples rapports sur les engagements, mais aussi offrir des opportunités de partager des leçons et de discuter de ce qui

fonctionne et ne fonctionne pas à différents niveaux, afin que nous puissions apporter les changements nécessaires.

- Il doit également créer des opportunités de localisation et de conversation au niveau régional, sans imposer des procédures ou des structures qui seraient trop lourdes ou mettraient en danger la sécurité des femmes défenseuses des droits humains ou des organisations dans des contextes hostiles. Les bureaux de pays et régionaux d'ONU Femmes doivent être engagés et soutenir activement ce travail.
- Il doit s'appuyer sur les enseignements tirés d'autres mécanismes et processus de responsabilisation.

[Nous] avons tous été dans cette situation où la responsabilisation a été ressentie comme si nous agissions juste pour cocher une case, ou cela représente plus de travail, rien de significatif n'est mesuré ou sans changement réel. Je veux donc juste glisser dans la conversation que nous devons vraiment faire attention à ne pas commettre les erreurs que nous avons commises dans le passé à ce sujet et rester simples et vraiment, vraiment concentrés et veiller à ce qu'il s'agisse autant d'apprentissage et de réflexion que d'impact. – Participant de la société civile

Nous devons intégrer des opportunités d'apprentissage dans ce cadre de responsabilisation - comment ne pas simplement cocher la case que nous respectons nos engagements, mais comment tirer des exemples innovants et apprendre les uns des autres pour augmenter notre impact ? – Participant du gouvernement

Principes et priorités

Il y avait une approbation générale relative à l'application des principes du Forum Génération Égalité de leadership féministe, de transformation et d'intersectionnalité au cadre de responsabilisation, malgré certaines inquiétudes quant à la façon de les opérationnaliser. Les intervenants de tous les secteurs ont insisté pour la création de définitions pour chacune de ces définitions et sur la façon dont elles s'appliquent à la responsabilisation. En outre, les parties prenantes ont mis l'accent sur d'autres principes et priorités pour l'approche du cadre :

Transparence : Toutes les parties prenantes ont souligné l'importance de la transparence. Dans la pratique, cela signifie que tous les engagements et les rapports d'auto-évaluation sur la mise en œuvre de ces engagements sont accessibles au public et présentés d'une manière accessible, utilisable et compréhensible ; et que les attentes en matière de rapports sont claires, accessibles et compréhensibles.

Diversité et inclusion : Certaines parties prenantes ont mentionné que l'intersectionnalité ne signifiait pas simplement diversité et inclusion et que les deux devaient être différenciés. Il faut des stratégies spécifiques pour assurer la diversité et l'inclusion dans plusieurs domaines, notamment en examinant l'accessibilité linguistique, la réactivité aux différents fuseaux horaires, l'accessibilité pour les personnes handicapées, le renforcement des capacités et d'autres stratégies qui pourraient être nécessaires pour inclure de manière significative la base, les jeunes et les organisations dirigées par des adolescentes.

Décolonisation : Les jeunes ont souligné l'importance d'apporter une perspective décolonisée au travail de responsabilisation, ce qui signifie examiner, débriefer et remodeler les dynamiques de pouvoir,

notamment celles qui sont liées aux flux de ressources et à la prise de décision à leur sujet ; et assurer le leadership et la participation de divers groupes des pays du Sud.

Responsabilisation : Les intervenants ont souligné que tous avaient des responsabilités spécifiques dans un cadre de responsabilisation, mais qu'il y avait différents niveaux et couches de responsabilisation qui devaient être clairement définis. Les responsabilités des champions des Coalitions d'action, des porteurs d'engagement, d'ONU Femmes et des différentes parties prenantes impliquées doivent être clairement définies.

Impact : L'objectif du cadre de responsabilisation - mener le changement, l'impact, parvenir à des résultats mesurables - doit mener sa conception. Nous devons être en mesure de démontrer que le travail conduit à des changements dans la vie des femmes, des filles et des personnes de genres divers. Et nous devons pouvoir articuler clairement les résultats que nous essayons d'atteindre.

Clarté : Les parties prenantes doivent comprendre ce que nous mesurons, dans quel but, et les attentes de leur participation. Il doit être facile à communiquer et compréhensible pour les personnes en dehors du processus immédiat.

Simplicité : Les parties prenantes ont mis en garde contre les risques d'essayer d'en faire trop avec le cadre et ont souligné divers risques liés à la conception d'un cadre trop complexe et/ou pesant. Dans l'ensemble, elles ont souligné l'importance de rester simple.

Additif et non duplicatif : Toutes les parties prenantes ont mentionné qu'elles étaient confrontées à des fardeaux considérables en matière de rapports, qu'elles étaient fatiguées des rapports ou qu'elles effectuaient leur propre suivi sur différents éléments des plans directeurs des CA. Elles ont souligné l'importance de s'assurer que le cadre ne fait pas double emploi avec les rapports existants mais qu'il est spécifique et apporte un complément. Elles ont également mis en avant que le cadre devrait s'appuyer sur les mécanismes/rapports existants et s'en inspirer.

Apprentissage : Toutes les parties prenantes souhaitaient un cadre permettant des opportunités de réflexion et d'apprentissage, notamment par le biais de l'apprentissage et du mentorat entre pairs.

Pratique féministe : Certains participants du gouvernement, de la société civile et d'autres ont recommandé d'utiliser des pratiques et des méthodologies féministes de suivi, d'évaluation, de responsabilisation et d'apprentissage qui reconnaissent que le changement n'est pas linéaire ; d'utiliser des méthodologies mixtes qui évaluent les contributions aux progrès au fil du temps plutôt que les attributions ; de prendre note des impacts négatifs, de la résistance, des réactions et des résultats inattendus ainsi que des effets positifs ; et de créer des possibilités d'apprentissage tout au long du processus.

Confiance : De nombreuses parties prenantes ont souligné que le cadre de responsabilisation doit être construit sur l'idée de confiance et de responsabilité mutuelle.

Éléments d'un cadre de responsabilisation

Nous devons être en mesure de nous appuyer sur cette voie volontaire et transparente sur laquelle nous sommes engagés. Tout le monde doit être responsable envers tout le monde - nous voulons agir ensemble - nous serons responsables les uns envers les autres. – Participant du gouvernement

Ce que nous demandons lorsque nous appelons à la responsabilisation, c'est une communication efficace : que nous sachions ce qui est fait pour nous en tant qu'adolescentes et que nous comprenions ce que les décideurs politiques ont en tête lorsqu'ils mettent en œuvre certaines politiques au profit des adolescentes. Donc, je pense que c'est ça : une communication efficace et de la transparence. – Participante adolescente

Responsabilisation relative aux engagements

Il y avait un large consensus parmi les parties prenantes sur le fait que tous les porteurs d'engagement devraient rendre compte de la mise en œuvre de leurs engagements. Elles ont recommandé un processus qui :

- Établit des attentes claires des porteurs d'engagement et leur permet de planifier.
- Suit un calendrier régulier.
- Est simple et ne constitue pas trop un fardeau.
- N'est pas redondant.
- Permet de suivre les progrès vers la mise en œuvre des engagements au fil du temps ; et
- N'est pas simplement un exercice consistant à cocher une case, mais qui ouvre la porte à une réflexion significative et à l'apprentissage de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.

Dans un premier temps, beaucoup ont souligné que **les engagements eux-mêmes devaient être publiés d'une manière transparente, claire et compréhensible**. Certains participants de la société civile ont recommandé de travailler avec les porteurs d'engagement pour **clarifier leurs engagements** et s'assurer qu'ils étaient mesurables dans le temps ; bien qu'il n'y ait pas eu d'accord sur la question de savoir si cela devrait être fait pour tous les porteurs d'engagement ou seulement pour un sous-ensemble. Certaines parties prenantes ont parlé de la valeur d'un **portail de données** qui était consultable et personnalisable et qui comprenait à la fois des **engagements et des auto-évaluations des progrès réalisés** au fil du temps. Un tel portail permettrait une **analyse indépendante par d'autres acteurs** et augmenterait la transparence et la **confiance**. De nombreuses parties prenantes ont souligné l'importance de **rendre les engagements et les rapports d'étape accessibles** aux personnes handicapées et dans plusieurs langues, pas seulement en anglais, espagnol et français.

La plupart ont convenu que les rapports devraient se produire sur une **base annuelle** et être accompagnés d'un **bref rapport** qui fournit **une analyse globale des tendances, des opportunités et des défis**. Certains, en particulier les participants de la jeunesse et de la société civile, ont indiqué qu'il était plus important de rendre compte de certains engagements – comme le suivi du financement et la question de savoir si les 40 milliards de dollars d'engagements atteignaient les communautés.

Les participants ont souligné l'importance de créer des espaces d'apprentissage et de réflexion sur la mise en œuvre des engagements, que ce soit au niveau des CA ou dans d'autres forums. Lors d'une consultation de la société civile, un participant a recommandé que le rapport sur les engagements soit accompagné d'une **réunion annuelle des champions et des porteurs d'engagement des CA** (potentiellement en marge de la Commission de la condition de la femme) pour discuter des défis et des opportunités qui découlent

de la mise en œuvre des engagements et créer un espace pour l'apprentissage et une collaboration plus approfondie. Certains ont souligné qu'il faudrait créer une analyse spécifique et un espace de discussion sur **les engagements axés sur les jeunes et les adolescentes** ainsi que sur l'impact des engagements sur les adolescents et les jeunes.

De nombreuses parties prenantes ont souligné la nécessité d'utiliser les forums existants pour avoir des discussions sur la responsabilisation et l'action, plutôt que d'en créer de nouveaux, comme la Commission de la condition de la femme, le Forum politique de haut niveau ou d'autres.

Engagements collectifs

Les engagements collectifs se doivent être multipartites et rassemblés dans le cadre d'un objectif commun. Ils doivent donner l'impression que l'impact sera amplifié et qu'il vaudra la peine de suivre l'impact. – Responsable technique des CA

Des discussions ont eu lieu lors de diverses consultations sur la question de savoir si les engagements collectifs devraient être surveillés ou communiqués d'une manière différente. Les engagements collectifs développés par les champions des Coalitions d'action sont plus étroitement liés à la mise en œuvre des plans directeurs des Coalitions d'action, et la plupart d'entre eux modélisent le type d'engagement et de partenariat multipartite qui a été une caractéristique déterminante du Forum Génération Égalité. La plupart des parties prenantes ont convenu que les engagements collectifs méritaient une attention particulière, mais il n'y a pas eu d'accord sur la manière de procéder. Certaines se sont demandé si elles pouvaient rendre compte des engagements collectifs d'une manière différente de leurs engagements individuels – notant que dans certains cas, les engagements collectifs n'envisageaient pas nécessairement une action ou un apprentissage conjoint. Dans d'autres cas, comme dans le cas de l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables, des structures ou des processus spécifiques sont mis en place pour faciliter l'action et l'apprentissage communs. D'autres pensaient que les engagements collectifs pourraient constituer un bon outil pour organiser/cadrer les discussions au niveau des Coalitions d'action. Ceci justifie une exploration plus poussée.

Que se passe-t-il si les engagements ne sont pas respectés ?

Je pense que nous devons également reconnaître l'environnement dans lequel nous travaillons et les diverses contraintes qui permettent ou facilitent la participation de qui, par quels groupes, et aussi qu'il y a des coûts pour certaines organisations quand elles se trompent, n'est-ce pas ? Et comment y travaillons-nous ? Parce que la responsabilisation, si c'est une véritable responsabilisation, dira quand les cibles n'ont pas été atteintes et quand les engagements n'ont pas été pris, et ce sont des choses vraiment difficiles à faire politiquement, mais je pense que c'est ce que le mouvement nous demande en ce moment, que nous soyons transparents de cette façon. – Participant de la société civile

Lors de certaines consultations, la question a été soulevée : que se passe-t-il si les pays qui s'engagent ne respectent pas leurs engagements ? Certains participants, y compris de la société civile et d'organisations internationales, ont mentionné que la responsabilisation n'a aucun sens s'il n'y a pas de conséquences, de voies de recours ou de réparation lorsque les porteurs d'engagement ne sont pas à la hauteur, ou lorsque les engagements mis en œuvre ont des conséquences négatives involontaires sur les femmes, les filles, les jeunes et les personnes de diverses identités de genre.

Certains ont fait remarquer que les différents intervenants ont des niveaux de responsabilisation et de capacité différents et que les mêmes attentes ne peuvent pas nécessairement être maintenues pour tous. Les gouvernements, par exemple, en raison de leur **rôle de détenteurs d'obligations** ont une plus grande responsabilité que les autres parties prenantes en matière de respect des droits humains et de respect des engagements en matière d'égalité des sexes. Pourtant, les gouvernements changent et les élections pourraient entraîner des changements importants dans leur priorisation de l'égalité des sexes et la réalisation des engagements des gouvernements précédents. Et les gouvernements, notamment dans les pays du Sud, peuvent également être confrontés à des contraintes de capacité et de ressources ou faire face à des crises qui ont un impact sur leur capacité d'exécution.

D'autres, comme les organisations de la société civile, les groupes dirigés par des jeunes et des adolescentes, peuvent être confrontés à des obstacles importants pour donner suite à leurs engagements en raison d'un manque de capacités, d'environnements juridiques et politiques limités, de la fermeture de l'espace pour la société civile, des attaques de l'opposition et/ou des ressources financières et humaines limitées. Des représentants d'organisations internationales et de fondations ont souligné les craintes de perte de financement ou d'autres sanctions pour la société civile et les organisations dirigées par des jeunes qui ont admis des défis. La plupart ont convenu qu'il était important **de laisser de l'espace pour une conversation et une discussion honnêtes** sur divers types de défis et d'obstacles et qu'il pourrait entraîner des changements significatifs dans le domaine.

D'autres ont souligné l'importance d'un cadre qui n'était pas punitif, mais qui inclinait les porteurs d'engagement à prendre des mesures là où ils échouaient. Lors des consultations avec les jeunes et la société civile, les participants ont noté que les **incitations** – comme les prix ou d'autres formes de reconnaissance comme la mise en lumière des bonnes pratiques – pourraient être des outils puissants pour encourager les gens à respecter leurs engagements. Certains groupes de la société civile ont mentionné que des outils tels qu'un **système de notation** pourraient mesurer les progrès accomplis dans le respect des engagements pour divers acteurs, notant que les conséquences du non-respect des engagements se refléteraient dans les notes.

Du niveau mondial, régional à local

Veiller à ce que la responsabilisation ne s'arrête pas seulement au niveau national, mais descende vraiment au niveau communautaire/local. – Participant de la société civile

L'importance de **localiser la responsabilisation et de s'assurer que les communautés s'intéressent à la responsabilisation** a été mise en avant par différentes parties prenantes. De nombreuses parties prenantes recommandent que des opportunités d'apprentissage et de réflexion soient établies au niveau régional, peut-être en marge des réunions préparatoires régionales de la CSW ou d'autres processus axés sur le genre, et au **niveau national**.

De nombreux intervenants ont averti que les efforts visant à **localiser la responsabilisation** devraient être significatifs, ne pas être un fardeau trop lourd et ne devraient pas nécessiter la mise en place de nouvelles structures ou de nouveaux processus.

Certains membres de la société civile et des jeunes ont averti qu'il fallait réfléchir de manière adéquate à la **protection des défenseurs des droits humains et de l'environnement des femmes et des jeunes**, notamment dans des contextes hostiles ou lorsqu'une collaboration significative avec les gouvernements n'était pas possible.

D'autres se demandaient à quoi cela ressemblerait dans les pays où les gouvernements n'avaient pas pris d'engagements. Pourrait-il encore y avoir des possibilités de collaboration et d'apprentissage entre les autres intervenants qui ont pris des engagements?

La majorité a souligné que **les bureaux de pays et régionaux d'ONU Femmes** pourraient jouer un rôle utile en facilitant et en soutenant la localisation de l'agenda.

Responsabilisation relative à l'impact

Progrès vers les cibles des plans directeurs des Coalitions d'action

Toutes les parties prenantes ont estimé qu'il était important de mesurer les progrès vers les cibles fixées dans les plans directeurs des Coalitions d'action.

Cependant, bon nombre d'entre eux ont soulevé des questions, des préoccupations et des domaines nécessitant un travail ou une réflexion supplémentaire.

Premièrement, les parties prenantes ont identifié le besoin de revoir les indicateurs dans les plans directeurs pour garantir :

- La clarté sur ce que nous mesurons et pourquoi.
- La cohérence entre les plans en termes de type et de nombre d'indicateurs ; et
- que des données existent pour chaque indicateur, et sinon, qu'il existe un processus clair et transparent pour prendre des décisions sur l'opportunité d'investir dans le développement de nouveaux indicateurs, y compris des méthodologies et des outils de collecte de données.

Certains représentants de la société civile et d'organisations internationales ont souligné que nous devons non seulement mesurer les chiffres, mais progresser vers des jalons clairement définis, tels que les changements de lois et de politiques.

Deuxièmement, les parties prenantes ont identifié la nécessité d'un accord entre les Coalitions d'action sur la manière **d'opérationnaliser le principe d'intersectionnalité** dans les efforts visant à mesurer les progrès vers les cibles et sur l'opportunité et la manière de collecter des données ventilées sur divers motifs, notamment l'âge, la race, l'origine ethnique, l'indigénéité, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap, le statut socio-économique et autres.

Troisièmement, les intervenants ont soulevé le **problème de l'attribution**. Certaines cibles et certains indicateurs, mais pas tous, sont étroitement liés aux cibles et indicateurs des ODD, ou à des mesures de progrès largement utilisées dans leurs domaines respectifs. En outre, bon nombre des stratégies et tactiques identifiées dans les plans directeurs ne sont pas nouvelles et, bien qu'elles visent à accélérer les progrès dans chaque domaine, elles s'appuient sur des corpus de travail bien établis. Comment pourrions-nous démontrer que les Coalitions d'action font réellement la différence ?

Quatrièmement, les intervenants ont identifié le **risque de duplication** dans ce domaine. ONU Femmes dispose déjà d'une publication phare sur l'égalité des sexes et les ODD. Les États membres rendent compte périodiquement de leurs efforts pour mettre en œuvre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Programme d'action de Beijing et les ODD. L'AWID et l'OCDE surveillent le financement de l'égalité des sexes et la mesure dans laquelle il atteint les mouvements et les organisations féministes. Les organisations de la société civile et les organisations dirigées par des jeunes surveillent divers aspects de ce travail. Comment pouvons-nous nous assurer que les rapports sur les progrès accomplis dans l'atteinte des cibles des plans directeurs ne font pas double emploi avec d'autres travaux ?

D'autres stratégies pour veiller à la responsabilisation relative à l'impact

En plus de mesurer les progrès vers les cibles et les indicateurs, les parties prenantes ont souligné qu'il existait d'autres outils et processus pouvant être utilisés pour garantir la responsabilisation de l'impact, tels que **la narration, les études de cas, les enquêtes, les opportunités d'apprentissage entre pairs et de réflexion collective**, entre autres.

La valeur d'un **suivi indépendant de l'impact** a été soulevée lors de consultations, notamment avec la société civile, les jeunes, les adolescentes, les organisations internationales et les organisations philanthropiques. La question a été soulevée de savoir si le Forum Génération Égalité pouvait soutenir d'autres efforts de surveillance indépendants, notamment ceux dirigés par des organisations et des mouvements féministes, des jeunes et des adolescentes. Pourrait-il y avoir un soutien pour les tableaux de bord communautaires, les sondages auprès des organisations féministes ou d'autres outils pour mesurer les progrès dans un certain nombre de domaines plus qualitatifs et moins tangibles, comme le changement narratif ou politique? Comment des mécanismes de suivi indépendants pourraient-ils être utilisés pour raconter une histoire plus complète et impartiale du changement que le Forum Génération Égalité et les Coalitions d'action génèrent au niveau communautaire, national, régional et mondial ?

Certaines parties prenantes ont également recommandé d'établir des processus permettant aux champions des Coalitions d'action et aux porteurs d'engagement de réfléchir à la question de savoir si et comment leur travail conduisait à un changement tangible dans la vie des femmes, des filles et des personnes de genres divers.

Besoins : Capacité et clarté

Toutes les parties prenantes ont fait part de leurs préoccupations concernant leur **capacité** à faire ce travail, y compris la capacité d'ONU Femmes à le diriger. Les gouvernements à tous les niveaux ont exprimé des inquiétudes quant à leur capacité à collecter et à communiquer des données ventilées pour plusieurs raisons, ainsi qu'à leur capacité à ajouter une couche supplémentaire de rapports à leur charge de rapport déjà lourde. La société civile, les organisations dirigées par des jeunes et des adolescentes ont exprimé des inquiétudes concernant leurs ressources limitées et la nécessité d'investir dans le développement des capacités pour pouvoir collecter et rendre compte de l'impact.

Toutes les parties prenantes ont exprimé le besoin de **clarifier les rôles et les attentes** des différents acteurs lorsqu'il s'agissait de mesurer l'impact. Certains, y compris le secteur privé, certaines parties prenantes de la société civile et des gouvernements, ont mis en garde contre toute tentative d'être trop expansif et d'utiliser cela pour résoudre tous les problèmes sur le terrain. Avoir un objectif clairement défini et étroit pourrait être plus efficace.

Certaines questions qui doivent être examinées plus avant comprennent :

- Comment le suivi des progrès vers les cibles s'appuiera-t-il sur/sera lié aux rapports d'autres processus et évitera-t-il les doublons ?
- Quels seraient les rapports sur l'impact du FGE qui seraient différents et apporteraient un complément sur le terrain ?
- Comment ONU Femmes et le secrétariat du FGE pourraient-ils soutenir d'autres efforts visant à mesurer les progrès en matière d'égalité des sexes ?
- Quel rôle le suivi indépendant ou tiers peut-il jouer ?

Suivi du changement dans des domaines clés : données sur le genre, impact sur les adolescentes, mouvements et leadership féministes, et flux de financement pour l'égalité des sexes

Dans toutes les consultations, nous avons demandé à quel point il était important pour le FGE de pouvoir suivre les changements dans des domaines transversaux, tels que la disponibilité et la qualité des données sur le genre, l'impact sur les adolescentes, les mouvements et le leadership féministes, et

les flux de financement pour l'égalité des sexes. Bien qu'il y ait eu un accord général sur le fait qu'il devrait y avoir un suivi des questions spécifiques et transversales, ce que nous suivrions et comment ces questions étaient formulées méritaient une discussion plus approfondie.

De nombreuses parties prenantes ont pensé qu'il serait important de mesurer **l'impact sur les mouvements féministes et dirigés par des jeunes**, en s'appuyant sur les preuves déjà générées sur ce qui rend les mouvements efficaces. Sont-ils autonomes ? Sont-ils davantage en mesure de construire des alliances intersectorielles et multisectorielles ? Peuvent-ils s'aligner autour d'une vision commune ? Disposent-ils du financement flexible nécessaire pour réduire la concurrence, accroître l'adaptabilité et leur réactivité ? Comment répondent-ils aux déséquilibres de pouvoir en leur sein et assurent-ils l'intersectionnalité ? Sont-ils intergénérationnels ? Comment sont-ils capables d'exercer leur pouvoir et d'influencer les changements politiques et normatifs ?

De même, au lieu de flux de **financement** plus larges, le financement engagé pour le Forum Génération Égalité a-t-il **atteint directement les organisations locales**, féministes et dirigées par des jeunes ? Comment cela renforçait-il les mouvements ? Était-il de meilleure qualité et plus sensible à leurs besoins ?

Dans le domaine de **la disponibilité et de la qualité des données sur le genre**, comment le Forum Génération Égalité a-t-il spécifiquement contribué au changement dans ce domaine ? En mettant davantage l'accent sur la désagrégation des données ? En développant de nouveaux indicateurs ? En augmentant la capacité des bureaux statistiques nationaux ?

Comment les programmes répondent-ils **aux besoins des adolescentes et des jeunes** ? Sont-ils réellement impliqués dans leur élaboration ? Des panels de responsabilisation peuvent-ils être établis pour évaluer les progrès, identifier les lacunes et tenter de combler les lacunes ?

Dans tous les cas, des mesures d'évaluation claires et transparentes seraient nécessaires dès le départ pour garantir que nous puissions suivre de manière significative les changements au fil du temps et attribuer avec précision l'impact du Forum Génération Égalité à ces changements.

Responsabilisation relative au processus

Soutenons-nous de manière significative le leadership des jeunes, redistribuons-nous le pouvoir, transformons-nous nos pratiques ? – Participant de la société civile

[Nous] nous tenons également responsables du processus. Les principes nous obligent à réfléchir en interne à la manière d'ajuster notre façon de travailler pour renforcer nos approches intersectionnelles. Veiller à ce que nous soyons tous transparents, veiller à ce que les voix, les points de vue et le leadership des filles, en plus des jeunes, dans toute leur diversité, soient également inclus dans un cadre et un processus de responsabilisation. – Participant d'une organisation internationale

Un véritable partage du pouvoir entre les États, la philanthropie, le secteur privé et les COMMUNAUTÉS, pour garantir que ces processus conduisent à un changement mesurable et durable. – Participant de la société civile

De tous les éléments proposés du cadre, c'était le seul domaine avec des perceptions mitigées quant à son importance, ainsi qu'un manque de compréhension de ce dont les acteurs devraient être tenus responsables et comment. Malgré cela, aucun groupe ne voulait le voir disparaître ; les participants voulaient plutôt **plus de clarté** sur les résultats souhaités, les attentes des différentes parties prenantes, la façon dont ils pourraient mettre en œuvre activement des processus pour conduire le changement dans leur travail, et des méthodologies pour mesurer le changement.

Dans le cadre du travail des Coalitions d'action, beaucoup ont souligné qu'une **analyse du pouvoir** constituerait un point de départ important. L'analyse viserait à comprendre qui détient le pouvoir, comment il est exercé et ce qui peut être fait pour le redistribuer de manière significative afin que chacun, mais en particulier les groupes marginalisés et exclus, puisse définir des programmes et prendre des décisions. Ce faisant, les participants ont souligné la nécessité de prendre activement des mesures pour s'éloigner de la symbolique et s'assurer que la participation des adolescents, des jeunes et des autres va au-delà de simplement cocher la case indiquant qu'ils étaient présents, pour créer des espaces où ils peuvent mener.

D'autres étapes importantes incluaient :

- L'établissement de méthodes de travail claires pour les Coalitions d'action et d'autres structures de gouvernance qui centrent les valeurs du FGE.
- La définition collective des attentes quant à la manière dont les parties prenantes, y compris les champions des CA, les porteurs d'engagement, ONU Femmes et les autres parties prenantes engagées, s'engageront dans l'espace pour favoriser la confiance, prendre en compte les perspectives des groupes marginalisés et exclus, et remettre en question et modifier les écarts de ressources et de pouvoir.
- La création d'opportunités pour apprendre ensemble et établir des pratiques qui favorisent l'antiracisme et encouragent la décolonisation du travail dans le domaine de l'égalité des sexes, notamment en ce qui concerne le financement et la définition de l'agenda.
- La canalisation des ressources pour soutenir la participation active et soutenue des groupes qui en manquent, comme les organisations autochtones et dirigées par des jeunes qui dépendent souvent du travail bénévole, ainsi que les organisations féministes qui peuvent avoir des ressources limitées pour soutenir leur engagement ; et
- L'établissement de processus clairs et compréhensibles de réparation et de correction de cap.

En plus des Coalitions d'action, beaucoup ont souligné qu'il devait y avoir une responsabilisation pour le processus **dans tous les travaux liés au Forum Génération Égalité**. Lors d'une consultation de la société civile, les participants ont fortement recommandé **de rendre compte du processus à ce stade**. Beaucoup ont exprimé que le processus menant au forum de Paris était difficile à comprendre et à influencer, qu'il excluait activement les groupes marginalisés et qu'il était désautonomisant. Pour certains, aller de l'avant dans l'élaboration de mesures de responsabilisation autour des processus de transformation sans une telle analyse serait malhonnête et contre-productif car il n'y aurait pas de référence par rapport à laquelle mesurer le changement.

D'autres ont appelé à la création **de groupes pour superviser la responsabilisation** sur divers fronts, y compris le processus, par exemple en créant le Groupe consultatif des adolescentes, un Groupe de responsabilisation des jeunes et/ou simplement une structure de gouvernance multipartite claire pour le FGE, en s'appuyant sur les leçons tirées d'autres organismes multipartites.

Certains participants, en particulier ceux du secteur privé et d'organisations internationales, ont noté qu'ils avaient pris des **engagements internes** axés sur l'amélioration de l'égalité des sexes et des processus de transformation au sein de leurs propres entités. Ils ont noté qu'ils seraient prêts à rendre compte des progrès accomplis à ces fins s'ils disposaient d'une plateforme et de directives claires pour y parvenir.

Les participants ont réitéré que lorsqu'il s'agit d'assurer la responsabilisation du processus, **la clarté et la transparence sont cruciales**. Les participants doivent savoir ce qui est mesuré, à quelle fréquence, par qui et quelles sont les attentes des différentes parties prenantes.

Rôles et responsabilités, obstacles et catalyseurs

Je pense aussi que la responsabilisation n'est pas qu'à sens unique. Toutes les parties prenantes seront impliquées sous différents angles pour l'examiner... C'est une façon de nous tenir mutuellement responsables à travers les processus et les espaces. – Jeune participant

Dans toutes les consultations, nous avons interrogé les participants sur leurs propres rôles et responsabilités dans un cadre de responsabilisation pour le FGE, ainsi que sur les obstacles et les catalyseurs. Alors que toutes les parties prenantes ont souligné que **toutes les parties prenantes dans le processus doivent être tenues** responsables, il y avait des divergences de vues sur les responsabilités des diverses parties prenantes. Les organisations internationales, les fondations, les jeunes et la société civile, par exemple, ont noté que **certaines groupes avaient une plus grande responsabilité que d'autres en raison des différences de pouvoir, de ressources et de capacités**. Les gouvernements ont la responsabilité supplémentaire d'être **des détenteurs d'obligations et de faire respecter les droits humains**. Les fondations, les organisations internationales, la société civile, les jeunes et les adolescents ont noté qu'ils ont **le double rôle de pousser les autres à rendre des comptes, tout en étant eux-mêmes responsables** de diverses manières, soit en tant que décideurs, leaders ou parties prenantes ayant accès. Ils peuvent également **amplifier les voix marginalisées et faciliter la participation et l'engagement d'autres personnes** qui ne sont pas déjà à la table.

Le leadership politique peut constituer un obstacle. Nous avons des élections. Les priorités peuvent changer... Même si nous avons un engagement du gouvernement maintenant, nous ne savons pas si ce sera toujours le cas dans cinq ans. – Participant du gouvernement

Les obstacles étaient similaires d'une partie prenante à l'autre, notamment un manque de financement, de ressources et de capacités. Ceux-ci étaient particulièrement aigus pour la société civile et les jeunes, dont beaucoup comptaient sur des bénévoles ou ne disposaient pas de financement pour soutenir leur engagement. Presque toutes les parties prenantes ont identifié un **manque de rôles ou de points d'entrée clairs pour s'engager** comme un obstacle, tandis que d'autres ont souligné un manque de clarté sur les processus, les objectifs finaux, les définitions partagées et la communication limitée. Certains de ces obstacles se sont traduits par des **difficultés à mobiliser les parties prenantes** et à les convaincre de venir à la table. D'autres ont entraîné **l'exclusion systémique de diverses parties prenantes**, en particulier les personnes handicapées, les jeunes, les adolescentes, les communautés marginalisées et exclues, ainsi que celles confrontées à des barrières linguistiques ou à des obstacles à la participation en raison des fuseaux horaires.

Souvent, les [filles] leaders ne sont pas impliquées en raison de restrictions et de limitations liées à l'âge ou à l'expérience. Elles ne pourront pas participer de manière éclairée aux différentes discussions ou même à la mise en œuvre du changement. Mais je pense qu'il y a eu un renforcement des capacités ou quelque chose qui garantit que les informations transmises par les organisations mondiales. Les filles sont capables de les comprendre pleinement et donc de participer de manière plus informée. – Fille adolescente participante

La société civile et les jeunes ont souligné le **rétrécissement de l'espace civique et les risques pour les femmes et les jeunes défenseurs des droits humains** et de l'environnement comme des obstacles à la participation à la responsabilisation, tandis que les organisations internationales ont noté que les forces géopolitiques ou d'autres changements dans le paysage politique pourraient saper la responsabilisation.

Certains membres de la société civile, des organisations internationales et des fondations ont noté que la **peur d'une sanction**, telle qu'une perte de financement en raison d'un manque d'impact ou de capacité à montrer des résultats, pourrait être un obstacle majeur à s'engager dans des conversations honnêtes sur ce qui fonctionnait et ne fonctionnait pas. Les gouvernements ont indiqué que les **élections** et les changements potentiels dans les priorités politiques étaient une réalité à laquelle ils ne pouvaient pas échapper.

Les catalyseurs étaient également similaires parmi les parties prenantes. Pour permettre la participation aux processus de responsabilisation, le Secrétariat du Forum Génération Égalité doit prévoir **suffisamment de temps pour la consultation et la discussion**, ainsi qu'un préavis pour les réunions, la prise en compte des **différents fuseaux horaires**, un soutien à l'interprétation et **l'accessibilité pour les personnes handicapées**. La **clarté autour des rôles, des responsabilités, des processus et des résultats souhaités** est essentielle, tout en garantissant un espace pour la cocréation de ces éléments. **Le financement et le développement des capacités** sont également des priorités élevées, notamment pour la société civile, les jeunes et les adolescents, mais aussi pour les gouvernements des pays du Sud et les organisations internationales. La création **d'espaces d'apprentissage et de collaboration**, y compris l'apprentissage entre pairs, l'apprentissage croisé, la constitution et l'organisation de coalitions, le mentorat bidirectionnel, ont été identifiés comme des catalyseurs clés pour les parties prenantes à tous les niveaux.

Les rôles, les responsabilités et obstacles spécifiques sont joints en Annexe 1.

Recommandations

Les parties prenantes exigent un cadre de responsabilisation simple, compréhensible et facile à communiquer, avec des attentes claires. Il doit également ouvrir la porte à la réflexion, à l'apprentissage et à l'opportunité de réaliser des changements stratégiques dans les stratégies et les tactiques à plusieurs niveaux, de l'échelle mondiale à régionale et locale. Elles veulent savoir que les engagements sont respectés et comment ces engagements conduisent à des progrès pour les femmes, les filles et les personnes de genres divers. Elles veulent également s'assurer que le cadre et les méthodes de travail du Forum Génération Égalité sont vraiment de nature féministe, donnent la priorité à l'intersectionnalité et au rééquilibrage du pouvoir, et contribuent à des changements transformateurs dans la façon dont le secteur travaille, y compris dans les flux de financement, le soutien aux mouvements et le leadership des jeunes, des adolescents et des féministes dans toute leur diversité.

Les recommandations ci-dessous ont été tirées des consultations et des diverses idées qui ont émergé tout au long du processus. Cependant, elles doivent être considérées comme préliminaires et devront être approfondies en collaboration avec divers partenaires dans ce processus. Une chose est claire, c'est que les parties prenantes veulent un cadre qui parle à tous les éléments du Forum Génération Égalité, et pas seulement aux Coalitions d'Action.

Responsabilisation relative aux engagements

- Créer une base de données publique et interrogeable pour les engagements, qui permet aux porteurs d'engagement de télécharger des rapports et qui peut être utilisée pour suivre les progrès au fil du temps. Investir dans la clarification des engagements pour s'assurer qu'ils sont compréhensibles et mesurables.
- Les rapports annuels sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements doivent être simples et comporter des directives claires sur la manière de répondre aux questions et d'ouvrir la porte à la réflexion et à l'apprentissage.

Les porteurs d'engagement pourraient se poser trois questions :

- a. Quelles actions concrètes avez-vous entreprises pour mettre en œuvre les engagements ? (Avec des conseils appropriés sur les rapports sur les flux de financement, la mise en œuvre de projets ou de programmes, le plaidoyer, le changement de loi/politique, etc.)
- b. Quels ont été les plus grands défis et quelles leçons avez-vous tirées ?
- c. Quelles sont vos plus grandes réalisations ?

Les questions devraient être affinées par le biais d'une consultation et pourraient devoir être plus spécifiques, mais il existe un besoin évident de simplicité, de non-duplication et d'apprentissage.

- Effectuer une analyse supplémentaire sur la mise en œuvre des engagements collectifs, car ils sont les plus étroitement liés à la réalisation des plans directeurs. Les Coalitions d'action pourraient définir un ensemble de travaux sur ce sujet, ou d'autres domaines tels que des domaines de programme spécifiques, pour évaluer les progrès et les défis de la mise en œuvre et créer des communautés de pratique.
- Envisager un rapport annuel sur la mise en œuvre des engagements, glanant des informations sur les tendances, les domaines à partir des auto-évaluations.
- Établir des forums où les parties prenantes peuvent réfléchir sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements à la fois au sein des Coalitions d'action et entre elles, comme en marge de la CSW. Utiliser des réunions préparatoires au niveau régional pour la CSW ou d'autres processus au niveau régional, et créer des espaces au niveau national pour la responsabilisation, la réflexion et l'apprentissage commun.
- Envisager des incitations, des tableaux de bord ou d'autres outils pour encourager l'auto-évaluation.

Responsabilisation relative à l'impact

Progrès vers la réalisation des cibles des plans directeurs

- Travailler au sein et entre les Coalitions d'action pour assurer la cohérence au niveau des indicateurs, sur la base de l'analyse de l'équipe de recherche et de données d'ONU Femmes.

- Créer un processus pour générer un consensus entre les Coalitions d'action sur un nombre idéal d'indicateurs par cible et là où les données n'existent pas, créer un processus pour permettre une prise de décision stratégique sur l'opportunité et la manière de combler les lacunes en matière de données.
- Créer un processus qui permettra une décision stratégique entre les Coalitions d'action sur l'intersectionnalité et la désagrégation des données afin d'assurer une approche transversale de ces questions.
- Se mettre d'accord sur la cadence des rapports (tous les deux ans ?), sur les progrès vers les cibles et identifier les responsabilités pour la production de ces rapports ; identifier des moyens de tirer parti des données d'autres mécanismes de responsabilisation, tels que les rapports soumis au HLPF, à la CEDAW, ainsi que le suivi indépendant par la société civile.

Autres mesures de l'impact

- Cartographier d'autres mécanismes de responsabilisation pour l'égalité des sexes et identifier les domaines de chevauchement et de complémentarité, afin de minimiser les doubles emplois.
- Soutenir le suivi indépendant par la société civile, les jeunes et d'autres acteurs du processus du FGE et lui donner un espace sur le site Web du FGE pour accroître la transparence, la confiance et la responsabilisation.
- Établir des bases de référence pour le suivi de l'impact du FGE sur la disponibilité des données, les adolescentes et les mouvements féministes, ainsi que les flux de financement pour l'égalité des sexes et la mesure dans laquelle ils atteignent les organisations de première ligne et les mouvements féministes. Dans la mesure où ce travail est effectué par des acteurs indépendants, le soutenir et s'assurer qu'ils disposent des ressources nécessaires pour étendre ce travail afin de tenir compte de l'impact du FGE en particulier.
- Utiliser une variété d'outils, y compris des études de cas, des enquêtes, des récits, pour saisir les impacts au-delà des chiffres.

Responsabilisation relative au processus

- Établir un processus au sein de chaque CA pour effectuer une analyse du pouvoir et convenir de méthodes de travail, y compris des accords clairs sur la façon dont les décisions seront prises, comment elles résoudront les écarts de pouvoir et s'assurer que ceux qui sont assis à la table sont soutenus pour pouvoir s'engager de manière égale.

- Développer des stratégies pour combler les lacunes en termes de capacités et de ressources pour la participation des jeunes, de la société civile et d'autres pour participer efficacement au sein des Coalitions d'action et dans les processus de responsabilisation.
- Soutenir un processus d'autoréflexion au sein des Coalitions d'action sur une base continue, peut-être tous les six mois, qui permet la discussion et l'apprentissage de ce qui fonctionne/ne fonctionne pas bien dans leur processus et ce qui doit changer.
- Partager les réflexions sur les leçons apprises avec le grand public, peut-être sur une base annuelle en même temps que les rapports sur les engagements.
- Envisager un processus clair et transparent pour développer une structure de gouvernance pour le FGE, qui assure une représentation et une participation significatives des adolescentes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés et exclus.
- Envisager de développer des méthodologies pour évaluer le processus de mise en œuvre des engagements externes et internes.

Annexe 1 : Rôles, responsabilités, obstacles et catalyseurs pour les différentes parties prenantes

Le tableau suivant résume les rôles clés, les responsabilités, les obstacles et les catalyseurs, comme identifiés par chaque groupe.

Gouvernements		
Rôles et responsabilités	Obstacles	Catalyseurs
<ul style="list-style-type: none"> • Être responsable des engagements et participer activement au processus • Impliquer les OSC dans les processus d'élaboration de rapports et de responsabilisation au niveau des pays • Engager d'autres parties du gouvernement pour soutenir la mise en œuvre des engagements et assurer la continuité • Relier l'action locale à l'impact régional et mondial, y compris par le biais d'engagements collectifs • Faire participer les groupes marginalisés et exclus et aller au-delà de ceux déjà engagés, en particulier au niveau des pays • Plaidoyer auprès d'autres gouvernements pour qu'ils se joignent au processus et prennent des engagements 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de capacité à mesurer l'impact de nos actions • Fardeaux existants relatifs à l'élaboration de rapports • Processus/rapports redondants et trop lourds • Manque de clarté sur les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes, telles que les champions des CA, ONU Femmes, etc. • Accès aux données désagrégées • Manque de références par rapport auxquelles mesurer les progrès dans certains domaines • Manque de connaissance des engagements pris et de leur contribution aux plans directeurs des CA • Obstacles politiques/Changements au sein des gouvernements 	<ul style="list-style-type: none"> • Alignement avec les priorités, les cadres de rapport et les mécanismes de responsabilisation existants • Des réseaux solides avec la société civile et d'autres partenaires au niveau national pour s'aligner sur les indicateurs, surmonter les obstacles, assurer la coordination de la mise en œuvre des programmes et accroître l'espace de responsabilisation • Tirer parti des bureaux d'ONU Femmes au niveau des pays pour soutenir le renforcement des capacités et faire face aux contraintes au niveau des pays • Un cadre simple, accessible et digeste, motivant, inspirant l'action • Disponibilité des informations publiques en plusieurs langues • Transparence

Société civile		
<p>Rôles et responsabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être responsable envers les communautés que nous servons • Être transparent et responsable de nos propres engagements, quelle que soit la taille de l'organisation • Représenter les espoirs et les rêves de notre communauté • Tenir les gouvernements, les fondations et le secteur privé responsables de la mise en œuvre de leurs engagements de manière inclusive et transformationnelle • Être ouvert aux commentaires, à l'apprentissage et à des discussions honnêtes et stimulantes sur notre propre travail et nos actions • Faciliter l'accès des communautés et promouvoir un contexte où nous n'avons pas à lutter pour l'accessibilité et la diversité • Apporter des informations aux circonscriptions et veiller à ce que leurs voix soient prises en compte à tous les niveaux du processus • Renforcer les capacités des adolescents, des jeunes, des groupes marginalisés et populaires à s'engager • Travailler à défragmenter nos propres espaces • Se soutenir les uns les autres, engager les autres, et améliorer la capacité à travers le mouvement 	<p>Obstacles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de pouvoir et déséquilibres de pouvoir • Rétrécissement de l'espace de la société civile et menaces pour la sécurité, la santé et le bien-être • Le temps, notamment pour les petites organisations • Recrutement • Financement – y compris le financement de projet qui ne permet pas la flexibilité ou la planification à long terme • Barrières de la langue • Exigences de performance qui entravent l'exécution du travail • Accès inégal du fait d'un manque de prise en compte des différents fuseaux horaires • Des espaces symboliques plutôt qu'inclusifs • Signalement de la fatigue • Lacunes numériques • Délais courts • Écarts de capacité 	<p>Catalyseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mentorat bidirectionnel (grand à petit, jeune à plus âgé, et vice versa) • Fonds de base et soutien général au fonctionnement des organisations féministes • Donner accès à des informations en temps opportun • Apprentissage croisé • Coalitions féministes • Créations de communautés de pratique, fédération autour d'engagements similaires • Création de mécanismes de responsabilisation conjointe entre des organisations de tailles/expertises différentes • Accorder suffisamment de temps pour mettre en place des mécanismes de responsabilisation • Tirer parti du pouvoir de ceux qui l'ont (comme les mécanismes des droits humains) pour pousser à la responsabilisation des autres parties prenantes

<ul style="list-style-type: none"> • Capturer des histoires • Mesurer les flux de financement des mouvements féministes et les changements que les mouvements féministes voient sur le terrain 		
Organisations philanthropiques		
Rôles et responsabilités	Obstacles	Catalyseurs
<ul style="list-style-type: none"> • Être responsable et demander des comptes aux autres • Amplifier les voix et faciliter les ressources et l'accès pour ceux qui ne sont pas à la table • Financer plus et mieux pour transférer le pouvoir aux organisations locales dirigées par des femmes • Renforcer la capacité des partenaires à mesurer l'impact • Pousser pour des initiatives plus audacieuses • Soutenir les partenaires pour partager les apprentissages et les meilleures pratiques et partager également nos propres apprentissages • Être transparent sur les progrès vers ses propres engagements et se tenir responsable • Amener plus de monde à la table • Tirer parti de la voix du leadership pour faire avancer les objectifs collectifs • Fournir un soutien pour mesurer l'impact, en reconnaissant que cela prend du temps et du financement 	<ul style="list-style-type: none"> • L'absence d'une structure de gouvernance pour le FGE rend difficile l'explication aux partenaires • Processus, cibles et rôles opaques • Manque de compréhension de la façon dont les objectifs individuels se traduisent en objectifs globaux • Complexité de la gestion des initiatives multipartites, tout en gérant les complexités au sein des organisations philanthropiques • Les questions sur la légitimité et l'impact des initiatives mondiales signifient qu'il peut être difficile d'y investir du temps, de l'énergie et des ressources • Questions sur le rôle de la société civile et de la jeunesse • Ne pas avoir une compréhension commune de la responsabilisation • Aucun minimum de base clair ne conduit à de multiples partenaires et à une opacité sur les objectifs finaux • La gestion des processus en ligne est difficile • Cocréer à partir de zéro est difficile 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une communication plus fréquente, cohérente et claire avec les partenaires • Lutter contre les déséquilibres de pouvoir • Établir un cadre clair, compréhensible et accessible • Élaborer des directives pour traduire les engagements individuels des entités en progrès mesurés pour les cibles générales du Plan mondial d'accélération • Développer différents outils pour mesurer l'impact dans le temps • Assurer la transparence - qui financera le processus, combien, quelle voix ces personnes auront-elles et comment suivre cela et garantir l'information • Définir des rôles et des responsabilités clairs • Engager des experts de données issus de la philanthropie pour permettre l'approfondissement du processus • Mettre en place des mécanismes réguliers pour maintenir les canaux de communication et de dialogue au plus haut niveau (par exemple, une communication régulière)

<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des gouvernements donateurs pour qu'ils participent au processus en tant que porteurs d'engagement et bailleurs de fonds • Plaidoyer en interne • Comprendre l'impact collectif des philanthropies dans le processus 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de processus de responsabilisation systématisés au sein des fondations 	<p>entre la Directrice exécutive d'ONU Femmes et les présidents des fondations).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprentissage par les pairs entre fondations pour partager des stratégies et des défis • Voir d'autres organisations philanthropiques engager des fonds dans ce domaine, effet de démonstration, pression des pairs et effet • Mécanisme de fonds d'affectation spéciale ou autre forme de mécanisme de financement pour les bénéficiaires (par exemple, aux organisations de femmes) • Création d'un indice de genre du FGE pour les fondations • Initiatives pour soutenir les bénéficiaires autour de la planification stratégique et de la construction • Plus d'éducation et de plaidoyer sur le rôle important du multilatéralisme dans la réalisation de l'égalité des sexes ; toutes les fondations ne soutiennent pas le système des Nations Unies • Tirer parti des thèmes transversaux avec le genre et d'autres domaines thématiques des CA, mais insuffisant à lui seul comme intégration du genre • Collaborations philanthropiques (par exemple, le changement climatique)
Secteur privé		
Rôles et responsabilités	Obstacles	Catalyseurs

<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements • Mesurer les données en interne pour les changements de genre • Financer des projets externes lorsqu'il existe des engagements à cet égard • Connaître les notes/attentes et se conformer à ces normes 	<ul style="list-style-type: none"> • Divergences dans les approches de la responsabilisation et comment s'aligner • Différents types d'engagements - internes, externes et collectifs et le défi d'un suivi et d'une responsabilisation spécifiques pour chacun • Les entreprises ont leurs propres méthodologies de collecte de données ; besoin de concilier les différences. • Leadership des Coalitions d'action • Manque de clarté sur ce contre quoi nous sommes mesurés et comment les façonner 	<ul style="list-style-type: none"> • Simplicité • Effacer les métriques • Orientations claires pour les rapports sur les engagements • Alignement sur les métriques pour les rapports sur les changements internes, surtout s'ils sont évalués par rapport à eux • Clarté sur l'impact que nous essayons d'avoir et nos rôles dans ce cadre • Avoir les bonnes personnes autour de la table des discussions • Savoir qui d'autre dans le secteur/domaine le fait déjà et comparer
--	---	--

Organisations internationales		
<p>Rôles et responsabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aider à concevoir des indicateurs spécifiques pour mesurer les cibles • Suivi de la mise en œuvre des cibles/indicateurs spécifiques • Soutenir le travail des Coalitions d'action • Intégrer des plans directeurs au travail de nos organisations de manière plus générale • Être responsable des engagements pris et assurer l'adhésion aux plus hauts niveaux des organisations • Processus de responsabilisation des ressources, notamment pour les organisations de base • Veiller à ce que les voix des filles et des autres parties prenantes qui ne sont pas toujours à la table des discussions soient incluses tout au long du processus – développer un engagement/des méthodologies spécifiques pour apporter ces points de vue à la table • Travailler pour intégrer les principes féministes intersectionnels dans nos propres méthodes de travail 	<p>Obstacles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de financement • Manque d'adhésion des partenaires • Changements géopolitiques plus larges ou autres dans le monde • Manque de soutien ou de rémunération pour le temps que les organisations de femmes consacrent à ces processus 	<p>Catalyseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rassembler les rapports de différentes entités et processus plutôt que de créer quelque chose de nouveau • Faire du FGE un point central pour les rapports sur l'égalité des sexes afin de minimiser les doubles emplois • Partenariat avec d'autres organisations pour aider à combler les lacunes en matière de données sur le genre • Des mécanismes de renforcement de la confiance plus conscients • Indépendance • Des rôles et des responsabilités clairs, le plus tôt possible • Mécanismes de gouvernance clairs • Transparence dans la façon dont nous élaborons et mettons en œuvre le cadre • Tenir compte du calendrier des processus, des langues et de l'accessibilité pour s'assurer que les gens peuvent participer efficacement

Jeunesse		
<p>Rôles et responsabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseauter et amener plus de jeunes dans ces espaces • Élargir la base du FGE • Amener plus d'engagements, y compris de la part des jeunes • Cocréer et prendre des décisions avec les autres • Jouer des rôles consultatifs • Prendre la parole pour les problèmes/groupes qui ne sont pas traités de manière adéquate • Tenir les autres responsables • S'engager dans des espaces décisionnels de haut niveau et influencer les décideurs et les autorités • Mise en œuvre des engagements • Agir en chien de garde des engagements • S'engager dans le dialogue intergénérationnel • Apprentissage par les pairs • Collaborer avec d'autres organisations féministes et de jeunesse 	<p>Obstacles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement • Capacité • Manque de rôles clairs pour les jeunes activistes nationaux sur le genre, le groupe de travail sur les jeunes et les jeunes en général dans les processus de gouvernance et de responsabilisation • Manque de soutien des systèmes de l'ONU aux niveaux régional et local • Manque d'information ou de clarté sur les processus 	<p>Catalyseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travailler collectivement à travers des coalitions et des mouvements • Reconnaître le pouvoir des jeunes et le formaliser • Stratégies de communication efficaces et sensibilisation des communautés et des personnes sur le terrain • Ressources • Des espaces représentatifs pour communiquer les priorités des jeunes • Points focaux jeunesse désignés • Soutien d'ONU Femmes et d'autres organes onusiens pour faciliter le leadership et l'accès au pouvoir des jeunes • Dialogue intergénérationnel • Apprentissage par les pairs • Renforcer les capacités et sensibiliser les jeunes sur la façon de revendiquer leurs droits • Créer des plateformes de communication entre les organisations de la société civile, y compris les organisations de jeunesse, au sein et entre les pays et les régions • Liens avec le plaidoyer aux niveaux régional et mondial • Établir des plateformes, des processus, des rôles et des responsabilités clairs pour le leadership et l'engagement des jeunes • Rémunérer les jeunes pour leur travail et travailler sur la responsabilisation

		<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'accessibilité en termes de fuseaux horaires, de langues et d'aménagements pour les personnes handicapées • Renforcement des capacités d'autres parties prenantes sur la façon de créer des espaces où les jeunes peuvent diriger • Mécanismes de protection des droits humains des femmes et des jeunes et défenseurs de l'environnement
Filles adolescentes		
<p>Rôles et responsabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseiller sur les priorités des filles à travers les Coalitions d'action • Communiquer avec les filles sur leur rôle en tant que porteuses d'engagement • Acteurs du changement • Suivi du financement destiné aux organisations dirigées par des filles • Engager le dialogue avec les autres parties prenantes • Agir en tant que décideurs à tous les niveaux • Être le point de départ : lancer des conversations pour rassembler les filles afin d'inspirer la confiance et conduire le changement • Établir des réseaux d'apprentissage les uns avec les autres • Plaidoyer auprès des gouvernements nationaux et locaux et d'autres décideurs qui peuvent mettre en œuvre des changements qui échappent à notre contrôle 	<p>Obstacles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque d'information et de communication claire • Perception que les filles sont là pour donner des conseils mais pas pour prendre des décisions • Manque de ressources et de financement • Absence de cibles et de stratégies spécifiques concernant les adolescentes • Manque d'espaces et d'opportunités clairs pour l'engagement des filles 	<p>Catalyseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe spécifique d'adolescentes pour le cadre de responsabilisation afin de donner des conseils et de participer à la prise de décision, comme le conseil consultatif des adolescentes • Financement et ressources pour les organisations locales de filles • Rémunérer les filles pour leur temps • Intégration systématique des filles dans les processus du Forum Génération Égalité • Lignes claires de communication avec les Coalitions d'action • Renforcement des capacités pour s'assurer que les filles leaders sont pleinement équipées pour participer de manière informée • Soutenir le réseautage et l'apprentissage entre adolescentes • Les mairies doivent avoir des conversations ouvertes avec les leaders des adolescentes sur une base continue

- Agir en tant que rapporteurs et moniteurs pour évaluer les progrès des adolescentes
- Approfondir le travail et le rendre pertinent
- Mettre au défi les dynamiques de pouvoir

- Investissements dans l'éducation des filles
- Soutenir l'engagement des filles dans les cadres régionaux
- Accès à la technologie